

Echec de l'Etat : pour une société de libre choix

écrit par Laurent Dewoillemont | 28 janvier 2017



Echec de l'Etat : pour une société de libre choix, Jean Philippe Delsol, Nicolas Lecaussin, Editions du Rocher

Le titre est sévère et se veut sans appel.

Pourtant, la France est un des rares pays dont la construction a été le fait du prince, en l'occurrence ces fameux quarante rois qui ont fait la France.

La révolution, dans sa dimension jacobine aujourd'hui incarnée par le courant Philippot du Front, a été la digne héritière, au moins dans ce domaine, de la monarchie. Faut-il rappeler que le principal bâtiment de Bercy porte le doux nom de ce grand révolutionnaire que fut Colbert ?

Mais si l'Etat a sauvé la Nation et lui a servi d'armature durant des siècles comme un vaillant serviteur, il est devenu, avec le temps, une structure impotente, encombrante et pesante pour le peuple comme pour la nation et leur développement.

L'énorme pouvoir qu'il a acquis sur la société, en accaparant plus de 50 pour cent de la richesse nationale, en s'occupant de tout en général par le biais de la sur législation, comme

par ses marchés considérables et ses innombrables contrôles sur la vie économique, ne peut le rendre innocent de la grande déliquescence de lui-même d'abord, mais aussi, comme par contagion, de la France.

Nos auteurs observent que dans les indices internationaux, en mesure de juger l'état actuel de la France de façon relativement indépendante, sur la corruption nous ne sommes plus qu'au 23^{ème} rang dans l'indice mondial, sur l'innovation nous ne sommes plus qu'au 18^{ème} rang, en matière de gouvernance durable nous ne sommes plus que 18^{ème}, en terme de capacité de gouvernance et de réforme du système politique dans divers systèmes, le pays régresse là encore vers la trentième place.

Dans aucun autre pays développé les résultats de la réussite scolaire ne sont à ce point fonction de l'appartenance sociale des enfants.

Ce livre se scinde en quatre parties comme autant de principes fondateurs : *l'assurance vaut mieux que l'assistance* ; en effet, il suffit de constater l'énorme déficit des comptes maladie ou chômage pour en comprendre l'urgence, ces déficits sont autant de dettes qui nous étranglent, *libérer la fiscalité*, avec par exemple, l'instauration d'un impôt à taux unique ou impôt proportionnel (**Flat tax** en anglais), *libérer l'éducation* en créant de la concurrence entre les écoles, pour améliorer le niveau général d'exigence, et confier l'apprentissage aux entreprises, et, enfin, un *cadre institutionnel stable et subsidiaire*, ce qui me semble fondamental car l'extraordinaire maquis judiciaire et son incroyable instabilité sont directement responsable d'un désordre significatif, à soi tout seul.

L'ambition de cet essai n'est certes pas programmatique, mais propose plutôt des pistes de réflexions, de nature à amodier les programmes, avec pour objectif de rendre la France aux Français, et la liberté d'agir à la Nation, comme

à chacun d'entre nous.

A travers cette liberté reconquise, et avec un état fort, respecté et bienfaisant, la France pourra, de nouveau, être maîtresse de son destin.